



Scott Olson/Getty Images

Dans la poche du Qatar

Le petit État du Golfe achète le gouvernement américain

- Mihailo S. Zekic
- 05/06/2025

Le président des États-Unis Donald Trump a confirmé le 11 mai les rumeurs selon lesquelles il était sur le point d'acquiescer à un nouvel avion pour servir d'Air Force One. Il a publié un message sur les médias sociaux : « Le fait que le département de la Défense reçoive un cadeau gratuit, un avion 747 pour remplacer temporairement l'Air Force One vieux de 40 ans, dans le cadre d'une transaction très publique et transparente, dérange tellement les démocrates véreux qu'ils insistent pour que nous payions, le plein prix, pour l'avion ». Tout le monde peut faire ça ! »

Remplacer l'actuel Air Force One vieillissant par un cadeau moderne et gratuit semble être une bonne affaire pour le gouvernement américain. Cependant, il y a un problème majeur. C'est celui qui le fournit : le Qatar.

Il y a de sérieuses questions sur le fait que le cadeau offert par le Qatar au président Trump puisse constituer un conflit d'intérêts. Comme l'a indiqué M. Trump, ce cadeau est « temporaire ». En effet, la bibliothèque présidentielle prendra le contrôle de l'avion à la fin de son mandat. En d'autres termes, le Qatar offre gratuitement au président Trump un jet privé. L'avion, d'une valeur d'environ 400 millions de dollars, est si somptueux que certains lui donnent le surnom de « palais volant ».

PT_FR

De tels cadeaux doivent être approuvés par le Congrès. Ils pourraient très bien opposer leur veto à un tel accord en raison de l'apparente évidence d'un conflit d'intérêt.

Mais le président devrait-il accepter quelque chose qui ressemble à un pot-de-vin versé par un gouvernement étranger ? La vérité, c'est que le Qatar graisse les poches de l'administration Trump depuis des années. Tout porte à croire que cela permet au Qatar d'avoir une influence démesurée sur la politique étrangère du président Trump, au détriment d'un allié important.

Contexte

Le Qatar est situé sur un petit promontoire de la péninsule arabique qui s'avance dans le golfe Persique. Comme beaucoup de ses voisins, l'économie du Qatar repose presque entièrement sur ses exportations de combustibles fossiles. Il est le troisième plus grand exportateur mondial de gaz naturel et de gaz naturel liquéfié, derrière les États-Unis et la Russie. Cela a donné au dirigeant qatari, le cheikh Tamim ben Hamad al-Thani, beaucoup d'argent à dépenser. Doha, la capitale du Qatar, regorge de merveilles architecturales imitant Venise et d'autres villes européennes. Elle a accueilli, entre autres événements de premier plan, la dernière Coupe du monde de football.

Mais les principaux domaines d'investissement du Qatar sont bien plus sérieux que de simples bâtiments étincelants et des événements sportifs.

Le Qatar est également l'un des principaux sponsors du terrorisme islamique dans le monde. Cela inclut le Hamas. L'analyste Didier Billon a déclaré à France24 que le « soutien financier du Qatar de 30 millions de dollars par mois est avéré et public. Ces paiements sont justifiés pour payer les fonctionnaires de Gaza, et nous savons parfaitement que ces derniers sont membres du Hamas. L'argent de Doha est donc l'équivalent d'un soutien direct à cette organisation qui contrôle l'enclave palestinienne d'une main de fer depuis de nombreuses années. »

Le Qatar ne finance pas seulement le Hamas, lui apporte également une couverture diplomatique. Les dirigeants du Hamas, Khaled Mashal et Ismail Haniyeh, ont fait du Qatar leur base : Doha était littéralement la capitale du Hamas.

Le Qatar soutient également Al-Qaïda depuis des décennies, au point de financer Oussama ben Laden dans les années 1990. Il a également accueilli un bureau des talibans afghans pendant plus de 10 ans. Yusuf al-Qaradawi, le chef spirituel des Frères musulmans, a également vécu au Qatar. De même que la plupart des groupes islamistes chiites sont financés par l'Iran, de nombreux groupes islamistes sunnites parmi les plus notoires au monde sont financés par le Qatar.

Les percées à Washington, D.C.

On pourrait penser qu'un tel pays ferait l'objet de sanctions massives. Ce n'est pas le cas. Les États-Unis non seulement ignorent le parrainage du terrorisme par le Qatar mais ils s'emploient également à protéger activement le Qatar.

Le Qatar accueille des bases militaires américaines depuis des années. En 2022, le président Joe Biden a désigné le Qatar comme un « allié majeur non membre de l'OTAN ». Ce statut lui confère des privilèges particuliers, comme la possibilité d'acheter des munitions à uranium, des options d'achat d'équipement militaire à prix réduit, des opportunités de projets de recherche conjoints, etc. La Walsh School of Foreign Services, l'école officielle du corps diplomatique américain, possède l'un de ses deux campus internationaux à Doha.

Pourquoi des liens étroits avec un pays aux relations aussi sordides que le Qatar ? Le gouvernement américain n'a jamais donné de réponse claire. Mais les programmes de financement massifs du Qatar y sont probablement pour beaucoup.

Le gouvernement qatari dépense des sommes considérables dans les institutions américaines. Une enquête menée par le *Washington Free Beacon* a révélé que le Qatar a dépensé plus de 5,6 milliards de dollars entre 2007 et 2024 dans 61 établissements d'enseignement américains, dont l'Université Harvard, l'Université Yale, l'Université Cornell et l'Université Stanford. Les modalités des

accords entre le Qatar et ces écoles ne sont souvent pas rendues publiques.

« Qu'est-ce qu'un pays aussi petit veut faire avec autant d'influence ? », a demandé Jonathan Schanzer, ancien analyste du financement du terrorisme au département du Trésor américain, au *Washington Free Beacon*. Selon lui, il s'agit de « garantir l'acceptabilité de groupes terroristes tels que le Hamas et les Talibans. Il voudrait également que l'Occident ferme les yeux sur le financement, l'asile ou la normalisation d'autres groupes extrémistes par le régime [...] ». »

La relation du Qatar avec le président Trump est plus complexe. Lorsque Trump est entré à la Maison Blanche en 2017, le Qatar était dans une situation difficile. D'autres pays arabes, notamment l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, s'opposaient au programme terroriste du Qatar. La première administration Trump avait des liens étroits avec ces pays, qui avaient bloqué l'espace aérien, l'espace maritime et les frontières terrestres du Qatar. L'administration Trump leur avait donné l'approbation de l'Amérique.

La solution du cheikh Tamim à ce problème a été, comme pour tout le reste, d'injecter de l'argent dans le problème. Dans ce cas, il a investi dans des lobbyistes américains pour influencer la Maison Blanche.

Le Qatar a lancé une vaste campagne de lobbying pour atteindre le cercle restreint de M. Trump. En 2017, le Qatar a presque quadruplé ses dépenses en lobbying pour atteindre 16,3 millions de dollars. Dès 2018, il employait directement 23 cabinets de lobbying. Deux lobbyistes new-yorkais éminents recrutés par le Qatar ont déclaré au *Wall Street Journal* qu'ils avaient étudié une liste de 250 « influenceurs de Trump » que le Qatar avait ciblés.

La campagne d'influence semble avoir porté ses fruits. En avril 2018, le président Trump a accueilli le cheikh Tamim à Washington, où il a qualifié son visiteur de « partenaire précieux et d'ami de longue date ». Cette année-là, un projet de loi du Congrès qui aurait officiellement qualifié le Qatar d'État soutenant le terrorisme — ce qu'il est très certainement — a été interrompu. En 2021, l'administration Trump a négocié la fin du blocus de l'Arabie saoudite.

Quel est le rapport entre tout cela et aujourd'hui ?

Le 7 octobre

Depuis des années, les deux principaux bailleurs de fonds du Hamas sont l'Iran et le Qatar. L'Iran œuvre ouvertement à la destruction d'Israël par l'intermédiaire du Hamas, du Hezbollah et d'autres mandataires. « Mort à Israël » et « Mort à l'Amérique » sont fondamentalement des déclarations de politique gouvernementale pour le régime iranien.

À l'inverse, le Qatar a cultivé une image d'État modéré ouvert au dialogue avec toutes les parties. C'est l'un des rares pays qu'Israël a autorisé à envoyer ouvertement de l'argent au Hamas à Gaza. De ce fait, le Qatar est probablement un sponsor encore plus important pour le Hamas que l'Iran.

Sans les millions de dollars que le Qatar verse chaque mois au Hamas, la torture, le viol et le massacre de familles israéliennes du 7 octobre 2023 n'auraient probablement jamais eu lieu. Sans le soutien politique et diplomatique des Qataris, le fléau pour l'humanité qu'est le Hamas aurait probablement été éradiqué depuis longtemps.

« Le Qatar n'avait qu'à convoquer les dirigeants du Hamas à Doha et à leur lancer un ultimatum pour qu'ils libèrent immédiatement tous les otages sous peine d'être expulsés de l'État du Golfe », a écrit Khaled Abu Toameh pour le Gatestone Institute. « On voit mal comment les dirigeants du Hamas auraient pu dire non à leurs principaux mécènes et soutiens politiques et financiers. Il y avait beaucoup de choses que l'administration Biden aurait pu faire pour faire pression sur le Qatar. [...] Elle a cependant choisi d'ignorer le rôle du Qatar dans le soutien au terrorisme islamiste. Les Qataris n'ont jamais subi la moindre pression. »

Qu'en est-il de l'administration Trump ?

Dans la poche du Qatar ?

Steven Witkoff est l'exemple le plus emblématique d'un conflit d'intérêt. Ce magnat de l'immobilier, associé de longue date de la famille Trump, n'avait aucune expérience diplomatique avant que le président Trump ne le nomme envoyé spécial au Moyen-Orient. Mais il avait déjà travaillé avec le Qatar.

En fait, les Qataris l'ont sauvé en renflouant une entreprise en difficulté. Lorsqu'un copropriétaire de l'hôtel Park Lane à New York a été inculpé et s'est réfugié en Chine, Witkoff s'est retrouvé en difficulté financière, jusqu'à ce que la Qatar Investment Authority (Autorité d'investissement du Qatar) le rachète, ainsi que ses autres partenaires, pour 623 millions de dollars.

Avant de faire pression sur Israël pour qu'il accepte l'accord de cessez-le-feu au profit du Hamas, M. Witkoff était au Qatar pour préparer cet accord. En 2024, il a été l'un des invités du Forum économique du Qatar. Juste avant que le cessez-le-feu ne soit approuvé en janvier de cette année, Witkoff a déclaré dans une interview à Fox News que le Qatar « faisait vraiment l'œuvre de Dieu ».

Et Witkoff n'est pas le seul membre de l'équipe Trump à avoir des liens avec le Qatar.

Le président Trump a nommé Mike Huckabee comme ambassadeur en Israël. En 2017, un lobbyiste qatari a versé 50 000 dollars à Huckabee à titre d'honoraires pour une visite dans le pays. M. Huckabee a ensuite qualifié le Qatar de « surprenant par sa beauté, sa modernité et son hospitalité ».

La procureure générale Pam Bondi a fait plus que simplement accepter des cadeaux du Qatar. Elle a anciennement travaillé en tant que lobbyiste qatarie, gagnant 115 000 dollars par mois. Dans ses documents de nomination en vue de sa confirmation par le Sénat, elle n'en a pas fait mention et a refusé de répondre aux questions sur les raisons de cette omission. Lorsqu'on lui a demandé ce qu'elle pensait du fait de recevoir de l'argent d'un pays qui finance également le Hamas, Mme Bondi a répondu : « Je suis très fière du travail que j'ai accompli. Cela n'a duré qu'un temps, et j'aurais aimé que cela dure plus longtemps, pour le Qatar. »

Le directeur du FBI, Kash Patel, a également travaillé pour le Qatar sans que cela soit divulgué. L'ambassade du Qatar à Washington a rémunéré Patel pour des « services de consultance » jusqu'en novembre 2024. Ni la somme versée par le Qatar ni la nature exacte des services fournis ne sont connues du public, et Patel reste très discret sur l'affaire. L'analyste Mitchell Bard, écrivant pour le Jewish News Syndicate, a émis l'hypothèse que les services de Patel pourraient même avoir violé la Foreign Agents Registration Act (loi sur l'enregistrement des agents étrangers).

L'administrateur de l'Agence de protection de l'environnement des États-Unis, Lee Zeldin, a également reçu une « compensation supérieure à 5 000 dollars » de la part du cheikh Sultan ben Jassim, membre de la famille royale qatarie. Zeldin n'a pas expliqué ce qu'il a fait pour recevoir cette compensation.

Ces exemples d'influence qatarie dans l'administration Trump sont extrêmement préoccupants. *La même organisation qui finance le Hamas, Al-Qaïda, les Frères musulmans et d'autres organisations a financé des hauts fonctionnaires de l'administration Trump.*

Cela a-t-il eu un impact sur la politique étrangère des États-Unis ?

Sauver le Hamas

Pendant la majeure partie de la guerre avec le Hamas, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a dû lutter contre les pressions du président Biden pour limiter son invasion terrestre de Gaza, pour renoncer à une invasion contre le Hezbollah au Liban, pour déclarer un cessez-le-feu qui permettrait au Hamas de survivre et de rester aux commandes de Gaza.

Il semblait que Netanyahu tenait bon en attendant une victoire de Trump à l'élection présidentielle de 2024 aux États-Unis. La première administration Trump s'est montrée très bienveillante à l'égard d'Israël, en reconnaissant Jérusalem comme capitale d'Israël, en reconnaissant la souveraineté d'Israël sur le plateau du Golan et en négociant les accords de paix des Accords d'Abraham entre Israël et quatre États arabes. Netanyahu espérait probablement que Trump montrerait le même soutien à Israël lors de son second mandat et lui permettrait d'éliminer le Hamas.

Au lieu de cela, avant même son investiture, M. Trump a envoyé M. Witkoff pour faire pression sur M. Netanyahu afin qu'il accepte le cessez-le-feu proposé par Biden. Witkoff s'est d'abord rendu à Doha pour se coordonner avec les Qataris. Il a ensuite effectué une visite impromptue à Jérusalem le jour du sabbat, bien que M. Netanyahu ait demandé de reporter la rencontre après la fin du sabbat, au coucher du soleil. Witkoff a fait pression sur Israël pour qu'il accepte un accord exigeant qu'Israël cesse de détruire le pouvoir du Hamas à Gaza et qu'il libère plus de 1 000 prisonniers palestiniens, y compris des terroristes coupables de meurtres horribles. Israël a annoncé l'accord le 16 janvier.

« Israël avait fait d'énormes progrès dans l'élimination de la menace du Hamas », a écrit le rédacteur en chef de la *Trompette*, Gerald Flurry, dans le numéro de mars de la *Trompette*. « Mais avec cet accord, à peu près tout ce qu'Israël a accompli dans sa guerre a été rapidement inversé ! Israël était si proche de la victoire, et maintenant, soudainement, il a perdu. Il avait presque détruit les terroristes du Hamas, et maintenant, au lieu de cela, il les a enhardis. [...] En réalité, avec cet accord, le président Trump a trahi Israël. »

En novembre 2024, l'administration Biden a finalement fait pression sur le Qatar pour qu'il expulse les dirigeants du Hamas. À ce stade, c'était trop peu, trop tard : les dégâts causés à Israël avaient été faits, la plupart des dirigeants du Hamas avaient déjà été assassinés, et le mandat de Biden était sur le point de s'achever. Le Hamas a maintenu un bureau à Doha, mais a relocalisé sa « capitale » à Istanbul, en Turquie.

Pourtant, quelques semaines plus tard, des collaborateurs du président élu Trump ont informé le Qatar que *le Hamas pouvait retourner à Doha*.

L'avenir

Les événements survenus depuis le 16 janvier ont montré que le président Trump pourrait durcir sa position à l'égard du Hamas. *Mais ses liens de son administration avec le Qatar demeurent*

Le Qatar a parrainé le Hamas bien avant, pendant et après ses massacres démoniaques du 7 octobre. Il est peu probable qu'il abandonne ce soutien, d'autant plus que même les États-Unis n'exerceront pas de fortes pressions. Avec autant de hauts responsables de l'administration Trump liés à l'argent qatari, il semble que la ligne directe Doha-Washington restera active.

En se basant sur les prophéties bibliques, M. Flurry a fait de nombreuses prévisions exactes concernant la carrière politique de M. Trump. Il a prophétisé que M. Trump reprendrait la Maison Blanche et que, ce faisant, il exposerait les forces radicales de gauche qui tentent de le détruire, ainsi que les États-Unis. Il a ajouté que le retour de M. Trump était annonciateur de bénédictions pour le peuple américain.

C'est en raison d'une prophétie dans 2 Rois 14 : 26-28, qui fait référence à un roi d'Israël, JéroboamII, que Dieu a envoyé pour soulager Israël de « l'affliction ... à son comble » et des forces qui tentaient d'« effacer le nom d'Israël de dessous les cieux ». Dans ce cas, « Israël » est une référence prophétique aux États-Unis. M. Flurry a indiqué que Donald Trump réalisait cette prophétie de

Jéroboam. (Pour en savoir plus, demandez votre exemplaire gratuit de *L'Amérique sous attaque*.)

2 Rois 14 : 24 résume ainsi l'héritage de Jéroboam II : « Il fit ce qui est mal aux yeux de l'Éternel, il ne se détourna d'aucun des péchés de Jéroboam, fils de Nebath, qui avait fait pécher Israël. »

Anciennement, Jéroboam, fils de Nebath, a blasphémé contre Dieu, s'est opposé au plan de Dieu pour Jérusalem et a attaqué les Juifs (une seule tribu du grand peuple d'Israël). Le « Jéroboam moderne » arrive dans le même esprit et la même attitude que Jéroboam I et Jéroboam II.

Au cours des quelques mois où M. Trump a été au pouvoir, il a fait beaucoup de bien à l'Amérique. Il a mis fin à la mainmise de la gauche radicale sur la politique américaine. Il a mis au jour une grande partie de la corruption et est en train d'assainir la crise des dépenses de l'Amérique. Mais aussi compétent que soit le président Trump sur le plan intérieur, son administration a une mauvaise tendance. Dieu a utilisé Trump pour apporter de nombreuses bénédictions jusqu'à présent. Mais Il ne peut continuer à bénir un homme qui laisse quelqu'un qui veut détruire Israël, comme le cheikh Tamim, lui murmurer des conseils sur sa politique étrangère.

« Ce dont le président Trump a vraiment besoin, c'est de quelqu'un qui l'aide à comprendre ce qui se passe au Moyen-Orient », a écrit M. Flurry dans un autre article du numéro de mars. « Et il doit voir à temps la catastrophe qu'il a provoquée avec cet accord sur les otages ». Si rien ne change au niveau des personnes chargées de la politique gouvernementale au Moyen-Orient, M. Flurry écrit que « Trump empruntera une voie obscure ».

Bénédictions

Les quatre mots les plus emblématiques du mandat de Donald Trump sont « Make America Great Again ». Ce n'est pas en s'alliant avec des pays comme le Qatar que l'on atteindra cet objectif. Pour extrapoler les propos de M. Flurry, cela mène à une « voie obscure ».

« Toute personne qui admire sincèrement ce pays veut voir l'Amérique retrouver sa grandeur », écrit M. Flurry dans sa brochure *Grande de nouveau*. « La Bible a beaucoup à dire sur l'état de l'Amérique aujourd'hui. Elle explique l'inspirante raison *pour laquelle* cette nation était si grande dès le départ. Et la raison pour laquelle elle a été si richement bénie. »

Mais M. Flurry continue : « La Bible prophétise, également, que ces bénédictions seraient retirées, de nos jours. Les problèmes de l'Amérique sont spirituels — et les résoudre requiert des solutions spirituelles. »

Tant que cela ne sera pas reconnu, toute résurgence de l'Amérique sera temporaire. Aucun homme, président Trump compris, ne peut résoudre les problèmes de l'Amérique sans reconnaître cette réalité et se tourner vers Dieu. La politique étrangère de son administration, qui s'est rapprochée du Qatar, en est un bon exemple. Mais même si les malédictions nationales se succèdent, Dieu a un plan pour rendre à l'Amérique sa grandeur d'antan. Toutes les prophéties — même celle d'un Jéroboam pécheur — s'inscrivent dans ce cadre. Les Américains ont d'abord quelques leçons à apprendre avant que cela ne se produise. Mais une fois qu'ils l'auront fait, Dieu promet d'amener l'Amérique, l'État d'Israël et même le monde vers des sommets dont ils n'auraient jamais pu rêver.

Pour en savoir plus, demandez votre exemplaire gratuit de [*Grande de nouveau*](#).